

DÉCLASSIFIÉ

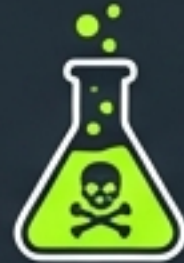
Anatomie d'une capture réglementaire

Comment le lobby de la chimie a désamorcé la politique environnementale européenne.

Le grand paradoxe européen

La pire crise de pollution de l'histoire

> 10 000



substances chimiques éternelles (PFAS)

2 000 milliards €



estimés pour la dépollution sur 20 ans

Contamination universelle des sols, de l'eau et du sang humain



Pourquoi le système de régulation le plus ambitieux au monde est-il soudainement à l'arrêt ?

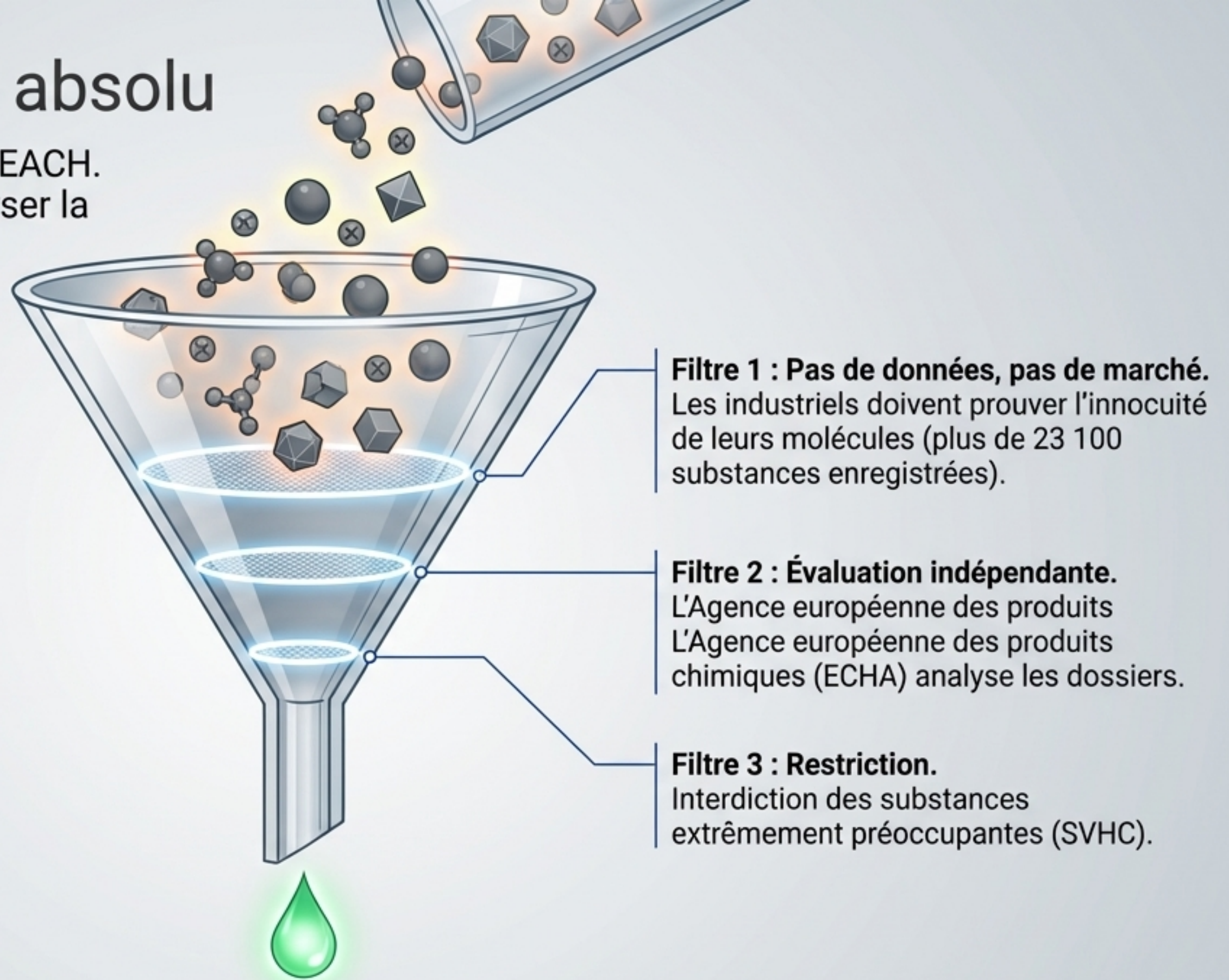
L'effondrement législatif



- La promesse phare du Pacte Vert de 2020 : réviser le règlement REACH pour un environnement sans toxiques.
- **Situation en 2025 :** La révision est au point mort, remplacée par des dialogues industriels.

L'illusion du contrôle absolu

En 2006, l'Union européenne adopte REACH.
Son principe est révolutionnaire : inverser la charge de la preuve.



En théorie, la santé publique est le filtre absolu du marché intérieur européen.

Le goulot d'étranglement réglementaire

La mécanique de REACH a été délibérément saturée. En inondant l'ECHA de dossiers techniques d'une complexité insurmontable, l'industrie achète du temps.

*Conséquence :
Les produits cancérigènes
et mutagènes restent sur
le marché et génèrent des
profits pendant que la
Commission délibère.*



Délai réglementaire pour la préparation d'une restriction : **3 mois.**

Délai réel moyen constaté par la Médiatrice européenne : **14,5 mois.**

L'asymétrie totale de l'influence à Bruxelles

Le Bloc Industriel (Goliath) vs. La Société Civile (David)

Sur le seul dossier de la révision de REACH en 2025 :
93 rencontres pour l'industrie contre 19 pour les ONG.

Une disproportion écrasante des moyens et de l'accès

Le Bloc Industriel

CEFIC
Budget > 10 000 000 €
46,7 ETP
271 réunions

BASF SE
Budget ~ 4 500 000 €
22,95 ETP
87 réunions

Plastics Europe
Budget ~ 4 000 000 €
15 ETP
55 réunions

**Corporate Europe
Observatory (CEO)**
Budget 489 000 €
5,35 ETP
25 réunions

La Société Civile

Infiltration et Revolving Doors

L'influence ne s'achète pas uniquement avec des budgets ; elle se consolide par la proximité institutionnelle. Le phénomène de pantouflage efface la frontière entre régulateurs et régulés.



Le manuel stratégique des Marchands de Doute

I. Générer la peur économique

Tactique : Produire des études d'impact aux chiffres apocalyptiques pour effrayer les décideurs (crier au loup).

Preuve : L'étude Ricardo (financée par le CEFIC) gonfle le coût de l'enregistrement des polymères à 50 milliards €, contre les 2,5 milliards € estimés par la Commission.

2. Redéfinir le langage

Tactique : Vider les concepts de protection de leur sens.

Preuve : L'industrie exige de remplacer la notion d'Usage Essentiel (qui interdirait les toxiques non vitaux) par l'Usage Sûr (qui maintient les toxiques sur le marché tant que l'exposition est gérée).

3. Créer des labyrinthes

Tactique : Exiger de nouvelles étapes administratives obligatoires.

Preuve : Le lobbying pour imposer l'analyse RMOA (Regulatory Management Options Analysis) comme filtre préalable, conçu pour paralyser toute interdiction rapide.

Les lignes de front de la révision REACH

	L'Enjeu Sanitaire	L'Argument de l'Industrie
Les Polymères (Plastiques)	Actuellement invisibles sous REACH. Obligation de les enregistrer pour identifier les nouveaux PFAS.	Dénonce un fardeau administratif intenable et menace d'une <u>désindustrialisation de l'Europe.</u>
L'Effet Cocktail (MAF)	Mesurer la toxicité combinée de plusieurs substances chimiques, et non plus une par une.	Rejette le concept comme non scientifique et préjudiciable à la performance des produits (Henkel, CEPE).
L'Approche Générique (GRA)	Bannissement automatique des produits cancérogènes ou mutagènes des objets de consommation courante (tétines, cosmétiques).	Refuse les interdictions aveugles et défend le maintien de toxiques sous couvert de l'usage sûr.

L'application de la méthode : Le sauvetage du Glyphosate

Comment forcer le renouvellement
d'une substance classée cancérogène
probable par le CIRC ?
En noyant le régulateur sous la
donnée.

Études
universitaires
indépendantes



← Dossier de
180 000 pages
fourni par le
Glyphosate
Renewal Group
(Bayer)

Les agences européennes (EFSA et ECHA) s'appuient sur les données fournies par l'industrie elle-même, écartant la littérature universitaire indépendante. Le principe de précaution est abandonné face à l'incapacité politique des États membres de s'opposer au bloc industriel.

Le grand basculement politique



2020 - Le Pacte Vert

Promesse : Stratégie pour la durabilité des produits chimiques.
Objectif Zéro Pollution.

Février 2024 - La Déclaration d'Anvers

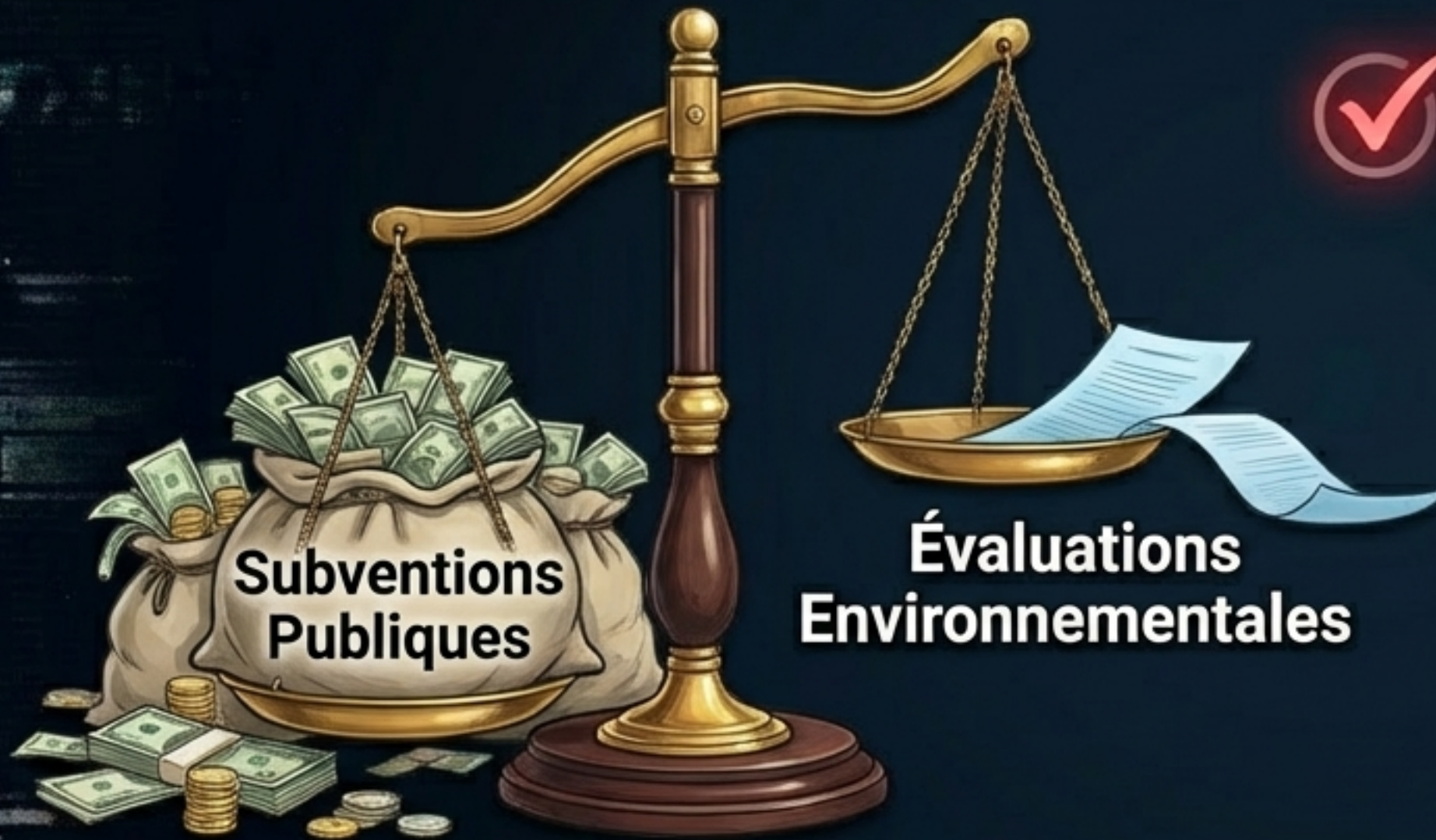
Un sommet industriel écrit sous l'égide du CEFIC.
Adoption immédiate par la Commission européenne.

2025 - L'agenda de la Compétitivité

Le glissement sémantique fatal : la protection environnementale disparaît, remplacée par la simplification, la déréglementation et l'autonomie stratégique.

Le Clean Industrial Deal : La privatisation des profits

Présenté comme le successeur du Pacte Vert, le CID de 2025 est une victoire totale pour les grands pollueurs.



- Financement public massif pour dérisquer les investissements privés via des techno-fixes (Capture de carbone, Hydrogène).
- Accélération des permis industriels en court-circuitant les évaluations environnementales (intérêt public supérieur).
- Lois Omnibus conçues spécifiquement pour démanteler et simplifier les réglementations existantes.

Sous couvert de décarbonation, la réduction de la pollution toxique à la source est totalement abandonnée.

L'équation renversée : Le Pollueur Payé



Le fardeau financier échappe totalement aux industriels pollueurs.
Si l'industrie ne paie pas pour la pire crise de pollution de l'histoire, ce sont les citoyens européens qui paieront par leurs impôts et leur santé.

Bâtir le pare-feu démocratique

1. BANNISSEMENT UNIVERSEL.
INTERDICTION IMMÉDIATE DES PFAS À LA SOURCE,
SANS DÉROGATIONS ABUSIVES.

2. APPLICATION DU POLLUEUR-PAYEUR.
RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE INTÉGRALE DES
CHIMISTES POUR LA DÉPOLLUTION ET LES SOINS.

3. TRANSPARENCE RADICALE. FERMETURE DES
REVOLVING DOORS ET LIMITATION STRICTE DES ACCÈS
PRIVILÉGIÉS DE L'INDUSTRIE À LA COMMISSION.

4. RÉFORME INTÉGRALE DE REACH. REJET DES
OMNIBUS DE DÉRÈGLEMENTATION ; INTÉGRATION
IMMÉDIATE DU CONCEPT D'USAGE ESSENTIEL.



Patric L. Huel

Soutenu par la coalition
européenne de la société civile.

“Tant que l'accès aux décideurs sera dicté par la **puissance financière**, l'ambition d'une **Europe sans toxiques** restera une **chimère**. La compétitivité industrielle de l'Union européenne ne peut se construire au détriment de la **santé publique** continentale.”